

Le Parti populaire, grand favori des élections parlementaires espagnoles du 20 novembre prochain

de Corinne Deloy

ANALYSE1 mois avant
le scrutin

Le 29 juillet dernier, le Premier ministre José Luis Rodríguez Zapatero (Parti socialiste ouvrier, PSOE) indiquait que des élections parlementaires anticipées se tiendraient en Espagne le 20 novembre prochain. Ce scrutin est le septième qui aura lieu de façon anticipée depuis le retour du pays à la démocratie en 1976. La veille de cette annonce, le ministre de l'Économie Elena Salgado (PSOE) indiquait que le déficit budgétaire du pays s'était réduit de 19% par rapport à celui de l'année précédente, confirmant l'avancée du gouvernement dans son objectif de le ramener à 6% du PIB (le déficit s'élevait à 9,2% en 2010). Elena Salgado avait également souligné que le chômage, qui touche 20,8% de la population active (46,1% des 16-24 ans et 34% des moins de 30 ans) pour 8% en 2007, était en baisse de 0,3 point.

José Luis Rodríguez Zapatero avait exprimé le souhait de rester au pouvoir jusqu'en mars 2012, date initialement prévue pour les prochaines élections, dans l'espoir de relancer l'économie du pays. Le 2 avril 2011, il avait indiqué qu'il ne serait pas candidat à un 3e mandat, espérant par ces propos apporter un peu d'air au PSOE. Mais le chef du gouvernement n'a finalement pas eu d'autre choix que se ranger à la pression de la majorité des membres de son parti.

José Luis Rodríguez Zapatero affirme qu'il laissera à son successeur « un pays en voie de consolidation économique ». « Dans un contexte toujours compliqué, notre économie montre des signes positifs. Nous avons posé les bases de la confiance » a-t-il déclaré. Les élections anticipées étaient réclamées avec insistance par le Parti populaire (PP), principal parti d'opposition. « Un nouveau gouvernement aura la confiance du peuple, ce qui sera déjà un mieux » a indiqué le leader du PP, Mariano Rajoy.

Le 22 mai dernier, le PP a largement remporté les scrutins régionaux et municipaux infligeant une sévère défaite électorale au PSOE. Les « petits » partis comme l'Union progrès et démocratie (UPyD), les régionalistes basques de Bildu-Eusko Alkartasuna (Ensemble en basque, Bildu EA) ou catalans (Convergence et union, CiU) en sont aussi sortis renforcés.

Au niveau municipal, le PP s'est imposé avec 37,53% des suffrages et 26 499 postes de conseillers municipaux obtenus contre 27,79% des voix au PSOE et 21

767 postes, soit le plus faible résultat de son histoire depuis le retour de l'Espagne à la démocratie. Le PSOE a perdu 8 des 10 villes de plus de 100 000 habitants qu'elle détenait avant le scrutin dont Saint-Jacques-de-Compostelle, Albacete, Leon, Elche, Jaen, Algesiras, La Corogne, Palma de Majorque et Las Palmas de Gran Canaria. A l'inverse, le PP, qui en possédait 22 avant le 22 mai, en a conquis 11, dont la 2e et la 4e du pays, Barcelone et Séville. Plus de six Espagnols sur dix (63,97%) s'étaient rendus aux urnes pour le scrutin municipal.

Aux élections régionales, le PP est sorti victorieux dans 11 des 13 régions soumises au vote. Dans les Asturies, le Forum des Asturies (FAC), issu d'une scission du PP, s'est imposé, et en Navarre, l'Union du peuple navarrais (UPN), parti régionaliste de droite, est arrivée en tête. La participation s'est élevée à 69,8%.

« Les élections anticipées sont une bonne chose car elles vont faire cesser l'incertitude et restaurer un peu de confiance » a indiqué Fernando Fernandez de l'école supérieure de commerce de Barcelone. Le nouveau gouvernement, fort de la légitimité des urnes, devrait être mieux à même de faire passer les mesures nécessaires à la reprise économique.

Le 20 novembre est le jour de la mort du Caudillo Francisco Franco, dirigeant espagnol de 1939 à 1975. Les nostalgiques du franquisme se rassemblent chaque année à cette date sur la Place de l'Opéra de Madrid pour chanter des hymnes franquistes.

Le 26 septembre, le Premier ministre José Luis Rodríguez Zapatero a dissous les Cortes generales, (Parlement). La campagne électorale aura lieu du 4 au 18 novembre et le nouveau Parlement se réunira le 13 décembre prochain.

Le système politique espagnol

Le Parlement (Cortes generales) est bicaméral : le Sénat et le Congrès des députés. Celui-ci compte de 300 à 400 députés (350 dans l'actuelle chambre basse), élus au moins tous les 4 ans au scrutin proportionnel plurinominal (selon le système d'Hondt avec des listes bloquées et fermées) au sein de 48 des 50 provinces espagnoles (à l'exception de Ceuta et Melilla). Chacune d'entre elles désigne au moins 2 députés (un seul pour Ceuta et Melilla), le reste des sièges étant réparti entre les provinces en fonction de leur population. Une liste doit obtenir au minimum 3% des suffrages pour être représentée au Congrès des députés.

Le Sénat, chambre haute, compte 208 membres élus au suffrage universel (sénateurs provinciaux) et 49 représentants désignés par les 17 communautés autonomes du pays (sénateurs communautaires). Chaque province élit, quel que soit son nombre d'habitants, 4 sénateurs provinciaux, à l'exception de Ceuta et Melilla qui en désignent 2 et des îles Baléares et Canaries dont chacune des grandes îles (Grande Canarie, Majorque et Tenerife) en choisit 3 et les plus petites (Ibiza-Formentera, Minorque, Fuerteventura, Gomero, Hierro, Lanzarote et Palma), 1. En outre, chaque communauté autonome élit un sénateur communautaire plus un sénateur supplémentaire pour chaque million d'habitants. Ce système favorise les régions les moins peuplées. Les élections sénatoriales se déroulent le même jour que celles du Congrès des députés. Hormis dans certaines îles, le scrutin sénatorial est également plurinominal. Au total, la chambre haute compte 264 membres.

La loi sur l'égalité, votée en avril 2007, interdit à toute liste de présenter plus de 60% de candidats d'un même sexe lors de toute élection.

10 partis politiques sont représentés dans l'actuel Congrès des députés :

- Le Parti socialiste ouvrier (PSOE), fondé en 1879, longtemps dirigé par le Premier ministre sortant José Luis Rodríguez Zapatero qui a été remplacé l'été dernier par Alfredo Pérez Rubalcaba, compte 169 députés ;
- Le Parti populaire (PP), principal parti d'opposition, créé en 1977 et conduit par Mariano Rajoy, possède 154 sièges ;

- Convergence et union de Catalogne (CiU), alliance électorale nationaliste catalane née en 1978, longtemps dirigée par Jordi Pujol et désormais emmenée par Artur Mas, possède 10 sièges ;

- Le Parti nationaliste basque (PNV) fondé en 1984 et dirigé par Inigo Urkullu, compte 6 députés ;

- Gauche républicaine de Catalogne (ERC), fondé en 1931, positionné à gauche sur l'échiquier politique et présidé par Oriol Junqueras i Vies, compte 3 députés ;

- Le Bloc nationaliste galicien (BNG), créé en 1982 et dirigé par Guillermo Vázquez, possède 2 sièges ;

- La Coalition des Canaries (CC), parti nationaliste conduit par Claudina Morales, compte 2 députés ;

- Gauche unie (IU), alliance électorale de gauche fondée en 1986 et dirigée par Cayo Lara Moya, compte 2 députés ;

- Union, progrès et démocratie (UPyD), parti créé en 2007, clairement opposé à l'organisation terroriste armée Euskadi ta Askatasuna (Pays basque et liberté, en langue basque, ETA), possède 1 siège ;

- Oui à la Navarre (NB), coalition de partis (de gauche et de droite) prônant le rattachement de la Navarre au Pays basque, possède 1 siège.

Le PSOE est majoritaire au Sénat où il a remporté 101 sièges lors des dernières élections parlementaires du 8 mars 2008. Le PP a obtenu 88 sénateurs ; l'Alliance catalane du progrès qui regroupe la Gauche républicaine de Catalogne, le Parti socialiste de Catalogne (PSC) et l'Initiative des Verts catalans (ICV) 12 ; Convergence et union de Catalogne, 4 ; le Parti nationaliste basque, 2 et la Coalition des Canaries, 1.

56 sénateurs ont été élus par les communautés autonomes.

Un pays au bord du gouffre

L'explosion de la bulle immobilière, qui a garanti le boom économique espagnol depuis des décennies, conjuguée à la crise économique internationale, a entraîné, dès 2008 en Espagne, une forte récession. En 2011, la crise européenne de la dette et de la zone euro a encore ralenti la reprise économique.

Le pays compte entre 700 000 et 1,5 million de logements libres invendus. Le marché immobilier, comme l'ensemble de l'économie espagnole, manque de financement, ce qui rend difficile le retour de la croissance. La récente mesure de baisse de 50% de la TVA (de 8% à 4%) pour tout achat de logement neuf expérimentée durant 4 mois semble n'avoir eu aucun effet notable sur le marché immobilier. Le PP promet toutefois de

prolonger la mesure au-delà de décembre prochain. Le PSOE a longtemps minimisé la situation socio-économique du pays avant d'imposer une politique de brusque austérité. Au début de la crise, le Premier ministre José Luis Rodríguez Zapatero a fait preuve d'un grand optimisme. Lors des élections parlementaires de mars 2008, il est réélu à la tête de l'Etat en promettant le plein emploi. Trois ans plus tard, il est le chef du gouvernement le plus impopulaire de l'histoire de l'Espagne. « Si José Luis Rodríguez Zapatero veut rendre un dernier service à son pays, il doit abandonner le pouvoir au plus vite » pouvait-on lire récemment dans un éditorial du quotidien El País. « Nous avons le pire héritage jamais laissé par un gouvernement au suivant » a déclaré Mariano Rajoy.

Au printemps 2010, le gouvernement a mis en place un plan de rigueur sur 3 ans visant à économiser 50 milliards € d'ici à 2013 et à ramener les déficits publics de l'Etat, des collectivités locales et de la sécurité sociale, qui en 2009 s'établissait à 11,2% du PIB, à 3% en 2013. Parmi les mesures adoptées : coupes dans les aides sociales, gel des retraites (sauf les plus faibles) et des embauches dans la fonction publique, baisse des investissements publics, report de l'âge légal de départ à la retraite de 65 à 67 ans, privatisations, baisse des salaires des fonctionnaires de 5% en 2010 et gel en 2011, suppression de l'allocation de 426 € d'aide aux chômeurs en fin de droit et du chèque naissance de 2 500 € pour tout nouvel enfant et hausse de 2 points de la TVA (passée de 16% à 18%), soit un véritable traitement de choc. « Ce jour-là, j'ai coupé le cordon ombilical avec l'électorat progressiste » a indiqué José Luis Rodríguez Zapatero à propos du 12 mai 2010, jour où ont été annoncées les mesures draconiennes du gouvernement.

Un an après ces mesures, l'Espagne est toujours dans zone de turbulences et reste sous l'étroite surveillance des marchés financiers. Au printemps dernier, des centaines de milliers de jeunes Espagnols se sont regroupés via une plateforme en ligne baptisée Democracia real ya (Une vraie démocratie maintenant) avant de décider d'occuper les places de plusieurs villes du pays; le 20 mai, 175 lieux d'occupation regroupant 60 000 personnes au total, dont 20 000 dans Madrid, étaient recensés sur internet. « Yes we camp » criaient les jeunes manifestants en référence au slogan de Barack

Obama durant sa campagne présidentielle de 2008. Le Movimiento 15 M (Mouvement du 15 mai), nom donné à ce mouvement, rassemble des chômeurs (dont certains en fin de droit), des fonctionnaires, des salariés (dont beaucoup en situation précaire), des étudiants qui se sont donnés le nom d'indignados (les indignés). Les jeunes Espagnols représentent à la fois la génération la mieux formée et la plus diplômée de toute l'histoire du pays et celle qui s'insère le plus mal dans la société au point que certains ont pu parler de « destruction d'une génération ». La grande majorité d'entre eux occupent des emplois précaires (ils sont majoritairement en contrat à durée déterminée) et touchent de faibles rémunérations (on les appelle les mileuroistas, personnes percevant une rémunération d'environ 1000 €), ce qui contribue à leur interdire quasiment tout accès au logement. Ils partagent le sentiment de n'être ni entendus ni représentés par les partis politiques. Leur mouvement est une expérience de démocratie directe, organisée en dehors des partis et des syndicats.

« J'ai beaucoup de respect pour les personnes qui manifestent, ce qu'ils font de manière pacifique, et je comprends bien que cela est dû à la crise économique et à leur désir de trouver un travail » a souligné le Premier ministre José Luis Rodríguez Zapatero qui a ajouté qu'avec quelques années de moins, il aurait probablement rejoint les jeunes. « L'impatience est là, je la comprends mais nous sommes sur le chemin des réformes et nous allons nous améliorer » a-t-il conclu. A la fin du mois d'août dernier, le gouvernement a annoncé un nouveau plan d'économies de 5 milliards € dont l'objectif est de faire baisser le déficit public à 6% fin 2011 par la réduction des dépenses de santé et une réforme du paiement de l'impôt sur les sociétés dont le chiffre d'affaires dépasse 20 milliards €. Ce plan vient compléter les premières mesures adoptées en 2010 qui prévoyaient l'économie de 65 milliards € sur 3 ans. Il permet aux entreprises de proroger de 2 ans l'emploi de salariés en contrat à durée déterminée. « La règle des 2 ans qui oblige à transformer les contrats temporaires en contrats à durée indéterminée est suspendue » a déclaré la ministre du Travail, Valeriano Gomez (PSOE). Le gouvernement a également renouvelé l'allocation de 400 € versée aux chômeurs en fin de droit. Un nouveau contrat de formation de 1 à 2 an(s) – assorti d'une exonération de 100% des coti-

sations de sécurité sociale pendant la durée du contrat en cas d'embauche d'un chômeur – permet également aux jeunes (ou moins jeunes) de se former tout en travaillant. D'autres mesures, comme la généralisation de l'emploi des médicaments génériques, visent à faire entrer au moins 4,9 milliards € dans les caisses de l'Etat.

En septembre dernier, l'Espagne a adopté par 319 voix, contre 17, une règle d'or, soit l'inscription dans la Constitution d'une limite au déficit public du pays. En Espagne, toute révision de la Loi fondamentale doit être approuvée par une majorité des 3/5e des parlementaires. Le vote favorable du PSOE et du PP a donc suffi à permettre l'adoption de la règle d'or. Les « petits » partis ont critiqué la réforme, et notamment son adoption en urgence.

Le texte fixe à 0,4% du PIB le montant maximum du déficit structurel global des administrations autorisé à partir de 2020. Le déficit de l'Etat ne devra pas dépasser 0,26% du PIB et celui des communautés autonomes 0,14%. Enfin, les entités locales devront présenter un budget à l'équilibre. Le 27 septembre, une cérémonie a été organisée au palais royal de la Zarzuela au cours de laquelle le Premier ministre José Luis Rodriguez Zapatero et le roi Juan Carlos ont ratifié la réforme de l'article 135 de la Constitution espagnole. Une loi organique doit encore être adoptée avant le 30 juin 2012.

Enfin, en septembre dernier, le gouvernement a décidé de réinstaurer l'impôt sur les grandes fortunes qui avait été supprimé en 2008. Celui-ci avait généré 2,1 milliards € en 2007. Son seuil a été relevé à 700 000 € (celui du logement principal a été doublé et atteint 300 000 €). Cette nouvelle taxe devrait toucher 160 000 personnes et rapporter 1,08 milliard €. Les régions espagnoles, qui recevaient une compensation financière de l'Etat (égale au montant prélevé en 2007) depuis l'abolition de l'impôt sur la fortune en 2008, continueront à percevoir ce dédommagement.

Début octobre, le gouvernement a décidé d'injecter 7 551 milliards € de fonds publics dans 4 caisses d'épargne, une intervention qui marque la fin du processus de recapitalisation (effectué en priorité avec des fonds privés) qui avait débuté en 2009. En 2 ans, les caisses d'épargne des entités régionales, considérées comme le maillon faible du système espagnol, ont

fusionné et leur nombre a été réduit, passant de 150 à 45. Elles se sont également professionnalisées, se transformant pour la plupart en banques commerciales classiques.

Le gouvernement a reporté la privatisation des aéroports de Madrid (Barajas) et Barcelone (El Prats) prévus pour l'automne, une décision qui prive l'Etat de 5 milliards € de recettes. 7 investisseurs ont manifesté leur intérêt pour l'opération, dont l'exploitant d'aéroports allemand Fraport et les groupes espagnols Acciona et Ferrovial. En septembre, le gouvernement avait déjà repoussé son projet d'introduction en Bourse de la Loterie nationale.

Début octobre, l'agence de notation Fitch a abaissé la note de l'Espagne (de AA à AA -, assortie d'une perspective négative). Son homologue Standard and Poor's a fait de même le 13 octobre dernier (de AA à AA -). L'agence a mis en avant « les perspectives incertaines de croissance du pays à la lumière de la nécessité pour le secteur privé d'avoir accès à des financements extérieurs ». Elle estime que « la qualité des actifs du système financier espagnol continue à se détériorer », déplore « la réforme incomplète du marché de l'emploi » qui va continuer à freiner la reprise économique et indique que l'Espagne est confrontée à des « risques croissants » en raison d'un niveau de chômage élevé, d'un environnement financier plus difficile et du risque de ralentissement économique chez ses principaux partenaires. Cinq jours plus tard, Standard and Poor's dégradait également les notes de la ville de Barcelone et de la région de Madrid (de AA à AA-). Le 18 octobre, l'agence de notation Moody's a abaissé la note souveraine de l'Espagne de Aa2 à A1 avec une perspective négative. L'agence justifie son action par le fait que le pays continue d'être « vulnérable aux tensions sur les marchés » et que « sa croissance économique ne devrait attendre que 1% au mieux l'an prochain ».

Le 15 septembre dernier, Fitch avait également baissé la note de 5 régions et l'agence de notation Moody's celle de 6 : la Catalogne, qui représente 1/5e du PIB du pays, Castille la Manche, Murcie, Valence, l'Andalousie et Castille-et-Léon. La Catalogne, la région de Madrid, Valence et l'Andalousie représentent les 2/3e de la dette régionale du pays qui s'élevait à 115 milliards € à la fin de 2010, soit 10,9% du PNB espagnol. 12 des 17 régions du pays n'ont pas atteint l'objectif de

1,3% du PIB de déficit fixé par le gouvernement, qui ne dispose pas de réels moyens pour faire pression sur les régions en la matière. L'endettement cumulé des régions s'établit à 121 milliards €.

« Le scénario macroéconomique du gouvernement n'est pas réaliste » affirme Estefania Ponte, directeur de la stratégie et de l'économie chez Cortal, banque spécialisée dans l'épargne et le courtage en ligne pour les particuliers et filiale de BNP Paribas. Il prévoit une croissance de 2,3% alors qu'elle s'élèvera à 1-1,5%. L'agence de notation Standard and Poor's a fondé son analyse sur des prévisions de croissance de 0,8% (et 1% en 2012), soit un résultat inférieur à celui qu'elle prévoyait il y a 8 mois (1,5%). « Nous pensons que le gouvernement pourrait manquer ses objectifs budgétaires en raison de dépassements de dépenses au niveau des gouvernements locaux et régionaux et de la sécurité sociale, malgré une réduction du déficit budgétaire du gouvernement central plus importante que prévu » a souligné l'agence. Celle-ci prévoit cependant un déficit budgétaire du gouvernement central de 6,2% du PIB pour 2011, c'est-à-dire conforme aux prévisions de 6% du gouvernement. « Nous pensons néanmoins que des mesures supplémentaires seront nécessaires pour atteindre l'objectif de 4,4% du PIB en 2012 » affirme Standard and Poor's qui table sur 5% du PIB.

Contraint au retrait par la gravité de la crise économique après deux mandats à la tête du pays, José Luis Rodríguez Zapatero a été remplacé l'été dernier à la tête du PSOE par son vice-Premier ministre Alfredo Pérez Rubalcaba. Apprécié et respecté, celui-ci est un proche du chef du gouvernement. Il a été remplacé à son poste par Antonio Camacho.

Le 9 juillet, jour de son investiture, Alfredo Pérez Rubalcaba a promis « une plus grande austérité » et mis l'accent sur la nécessité absolue de créer des emplois. Le nouveau leader du PSOE souhaite mettre en place un impôt sur les banques et les bénéfiques. « Nous avons donné de l'argent aux banques pour les aider à se restructurer, maintenant, elles doivent dédier une partie de leur profit à la création d'emploi. Je propose de demander aux caisses d'épargne et aux banques de consacrer une part de leurs bénéfiques à la création d'emploi ». Le candidat socialiste au poste de Premier ministre veut mettre en œuvre une politique de re-

distribution. « Il est temps que ceux qui ont le moins souffert de la crise aident ceux qui en ont le plus souffert » a-t-il déclaré. « Les banques peuvent attendre, pas les jeunes » a-t-il ajouté, multipliant les appels du pied aux Indignés. Alfredo Pérez Rubalcaba est partisan d'un relèvement de l'impôt sur les patrimoines les plus élevés et espère voir le déficit public de l'Espagne réduit à 6% du PIB cette année afin de pouvoir le ramener sous la barre des 3% en 2013.

La victoire annoncée du Parti populaire

Après deux échecs consécutifs (en 2004 et en 2008), le PP est le grand favori des élections parlementaires du 20 novembre prochain. Son leader Mariano Rajoy, peu populaire dans l'opinion espagnole à l'inverse d'Alfredo Pérez Rubalcaba considéré à la fois comme plus efficace, expérimenté et davantage ouvert au dialogue, devrait donc accéder au poste de Premier ministre. Le vote pour le principal parti de l'opposition tiendra cependant plus du rejet des socialistes que de l'adhésion au projet du PP.

Le 20 juillet dernier, Francisco Enrique Camps Ortiz (PP) a démissionné de son poste de président de la région de Valence auquel il avait été réélu le 22 mai dernier lors du scrutin régional. Il est soupçonné d'avoir bénéficié des faveurs (à hauteur de 14 000 €) d'un réseau d'entreprises qui accaparaient les marchés publics de la région. L'enquête menée par le juge Baltasar Garçon a mis à jour un réseau de corruption dirigé par Francisco Correa, chef d'entreprise proche du PP, qui servait d'entremetteur entre des entreprises immobilières et des élus de l'opposition pour l'attribution de marchés publics moyennant commissions et cadeaux (Francisco Enrique Camps Ortiz en aurait ainsi reçu). Son procès doit s'ouvrir à l'automne. Il a été remplacé à la tête de la région de Valence par Alberto Fabra.

Proche de Mariano Rajoy, Francisco Enrique Camps Ortiz l'avait soutenu lors de sa difficile reconduction à la tête du PP en 2008. Il avait indiqué qu'il démissionnerait en cas d'élections anticipées afin de ne pas gêner la campagne électorale. « Je me sacrifie pour que Mariano Rajoy soit le prochain chef du gouvernement » a-t-il déclaré.

Le programme du PP est centré sur 4 points : création d'emplois, retour à une économie saine et compétitive,

Élections législatives en Espagne 20 novembre 2011

renforcement de l'égalité des chances et réformes démocratiques pour répondre à la demande sociale. Il promet de créer 3,5 millions d'emplois nouveaux, principalement en réorganisant le système fiscal (notamment en baissant les impôts des personnes souhaitant créer une entreprise). « L'Espagne peut sortir de la crise et va s'en sortir » a déclaré Mariano Rajoy qui préconise « une politique économique ordonnée, fondée sur l'austérité et les réformes qui encouragent les chefs d'entreprises ». « Nous voulons défendre la cohésion sociale, l'Etat-providence et les services publics mais avec une bonne gestion économique. Les administrations ne devront pas dépenser ce qu'elles n'ont pas » a-t-il affirmé.

En matière économique, Mariano Rajoy a énoncé 3 mesures principales : une baisse de 5% des taxes sur les petites et moyennes entreprises, un business plan pour stimuler la demande et réduire la bureaucratie et le plafonnement des dépenses des régions (obligation d'équilibre budgétaire). Sur ce dernier point, Mariano Rajoy a rappelé que les gouvernements dirigés par José Maria Aznar (1996-2004) n'autorisaient aucun déficit de la part des communautés autonomes et accusé les socialistes d'avoir fait une erreur fondamentale en supprimant cette mesure. Il a annoncé de nouvelles mesures d'austérité, précisant qu'il n'avait « aucune intention de réduire les dé-

penses sociales » et qu'il n'envisageait pas non plus d'augmenter les impôts. Il prône l'instauration d'un contrat unique de travail, s'oppose à la réintroduction de l'impôt sur la fortune comme à la privatisation de la loterie nationale et des deux principaux aéroports du pays, accusant le gouvernement socialiste de s'être lancé dans une opération précipitée en mettant en vente des actifs importants à des prix cassés dans un contexte financier peu porteur.

Sacrifice, mérite, ténacité, respect de l'autorité et discipline sont les valeurs que le leader du PP aime mettre en avant. Il s'appuie sur la confiance que lui procureront les élections parlementaires pour mettre en œuvre son programme. « Ce gouvernement (à venir) aura un large horizon et la confiance du pays » répète-t-il, n'omettant pas de préciser que tous les Espagnols seront « obligés à un grand effort à l'avenir ».

La dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Metroscopia pour le quotidien El País révèle que le Parti populaire (PP) jouit d'une confortable avance sur le PSOE. Il est crédité de 45,5% des suffrages tandis que le PSOE recueillerait 29,7% des voix. Gauche unie arriverait en 3e position en obtenant 7,6% des suffrages, Union, progrès et démocratie remporterait 4,5% des voix. Sept Espagnols sur dix (70%) se déclarent prêts à se rendre aux urnes le 20 novembre prochain.

Rappel des résultats des élections parlementaires du 8 mars 2008 en Espagne

Congrès des députés

Participation : 73,85%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage de suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
Parti socialiste ouvrier (PSOE)	11 288 698	43.87	169
Parti populaire (PP)	10 277 809	39.94	154
Gauche unie (IU)	969 871	3.77	2
Convergence et union de Catalogne (CiU)	779 425	3.03	10
Parti nationaliste basque (PNV)	306 128	1.19	6
Union, progrès et démocratie (UPyD)	306 078	1.19	1
Gauche républicaine de Catalogne (ERC)	298 139	1.16	3
Bloc nationaliste galicien (BNG)	212 543	0.83	2
Coalition des Canaries (CC)	174 629	0.68	2
Oui à la Navarre (NB)	62 398	0.24	1
Autres	1 059 145	4.1	0

Source : Site internet du site du ministère de l'Intérieur espagnol

<http://www.infoelectoral.mir.es/min/busquedaAvanzadaAction.html?codTipoEleccion=2&vuelta=1&isHome=1&codPeriodo=200803>

Sénat

Participation : 74,49%

Partis politiques	Nombre de sièges obtenus
Parti socialiste ouvrier (PSOE)	101
Parti populaire (PP)	88
Alliance catalane du progrès (Gauche républicaine de Catalogne (ERC), Parti socialiste de Catalogne (PSC) et Initiative des Verts catalans (ICV))	12
Convergence et union de Catalogne (CiU)	4
Parti nationaliste basque (PNV)	2
Coalition des Canaries (CC)	1
Sénateurs élus par les communautés autonomes	56

Source : Site internet du site du ministère de l'Intérieur espagnol
<http://www.infoelectoral.mir.es/min/senado.html?method=grafica>

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.